

raissant et les citoyens étant tous réduits au même niveau d'égalité, ce serait l'acheminement vers l'égalité des biens ; le droit de propriété serait aboli, et toutes les fortunes qui appartiennent au particulier, les instruments de production eux-mêmes, seraient regardés comme des biens communs.»

Voilà ce que prêchent au peuple les socialistes. « Ceux-ci, dit encore Léon XIII, dans la même encyclique, se glissent au sein de la société. Dans les ténèbres de leurs conventicules secrets, comme en plein jour, par la parole et par la plume, ils poussent la multitude à la révolte. Affranchis des enseignements de l'Église, ils ne s'inquiètent pas des devoirs, n'exaltent que les droits. Ils font appel à des foules chaque jour grossissantes de malheureux, que les difficultés rendent plus accessibles à leurs mensonges et plus ardentes à embrasser leurs erreurs. »

Devant ce débordement de doctrines anarchiques, des catholiques nombreux se sont levés partout, à l'appel du Pape de l'encyclique *Rerum Novarum*, et se sont lancés dans l'organisation d'œuvres destinées à la protection et à la défense des intérêts de la classe ouvrière. En France, en Allemagne, en Italie, d'abord, puis bientôt en Amérique, ces œuvres se sont multipliées jusqu'à devenir presque innombrables.

Est-il permis d'affirmer, aujourd'hui, vingt-quatre ans après la publication de l'encyclique *Rerum Novarum*, que dans toutes ces œuvres, la doctrine et la discipline catholiques ont été respectées ? On sait, hélas ! que le contraire est vrai. Plus d'un homme d'œuvres catholiques, prêtres et laïques, riches d'intentions et pauvres de doctrine, ont manifestement fait fausse route et, emportés par les sophismes modernes, ont côtoyé dangereusement les doctrines révolutionnaires ou même y sont tombés tout à fait.

On ne peut faire allusion à ces lamentables misères sans penser au *Sillon*. Les fondateurs de cette association, tous catholiques, voulaient aller au peuple pour lui faire du bien. Seulement, d'après eux, il ne pouvait y avoir, pour le peuple, de bien véritable que le bien démocratique, reconnu par eux comme le bien nécessaire à la vie sociale moderne. Et les jeunes du *Sillon*, prétendant « échapper à la direction de l'autorité ecclésiastique » et alléguant « qu'ils évoluaient sur un terrain qui n'est pas celui de l'Église » — suivant les propres expressions de S. S. Pie X ⁽¹⁾ — se lancèrent à fond de train, avec, à leur suite, un certain nombre de prêtres que les Sillonistes se plaisaient à appeler des « camarades », dans la démocratie sociale. Il s'agissait de « reconstruire la société sur un plan nouveau », — formule

(1) Lettre sur le *Sillon*, 25 août 1910.